



Novembre :

1979 Année de l'enfance

Situation des enfants en Argentine

**Santé
Education
Emprisonnements
Disparitions**

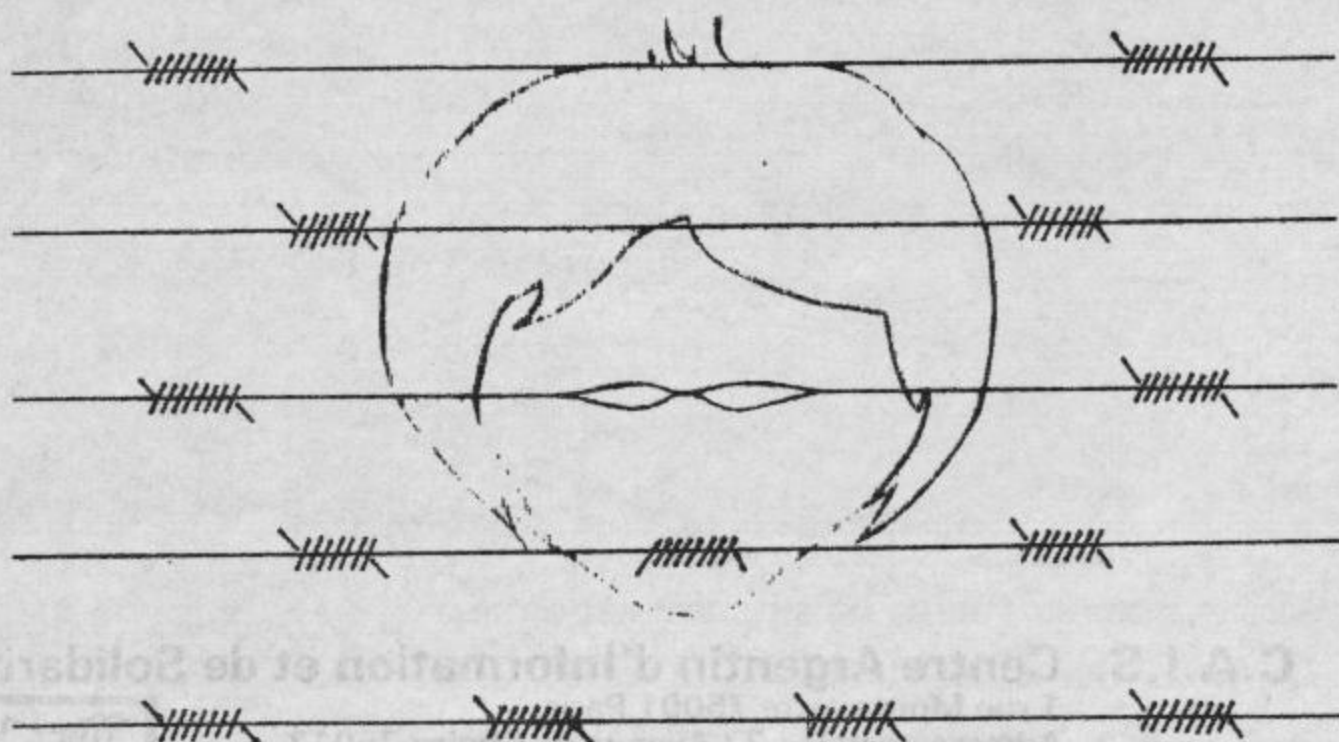


C.A.I.S. Centre Argentin d'Information et de Solidarité
1 rue Montmartre 75001 Paris
Adresse postale : 27 Avenue de Choisy 75013



Sommaire

- 3 - Présentation
- 4 - Santé
- 7 - Education
- 10 - Les enfants et la répression
- 11 - Listes des disparus ou emprisonnés

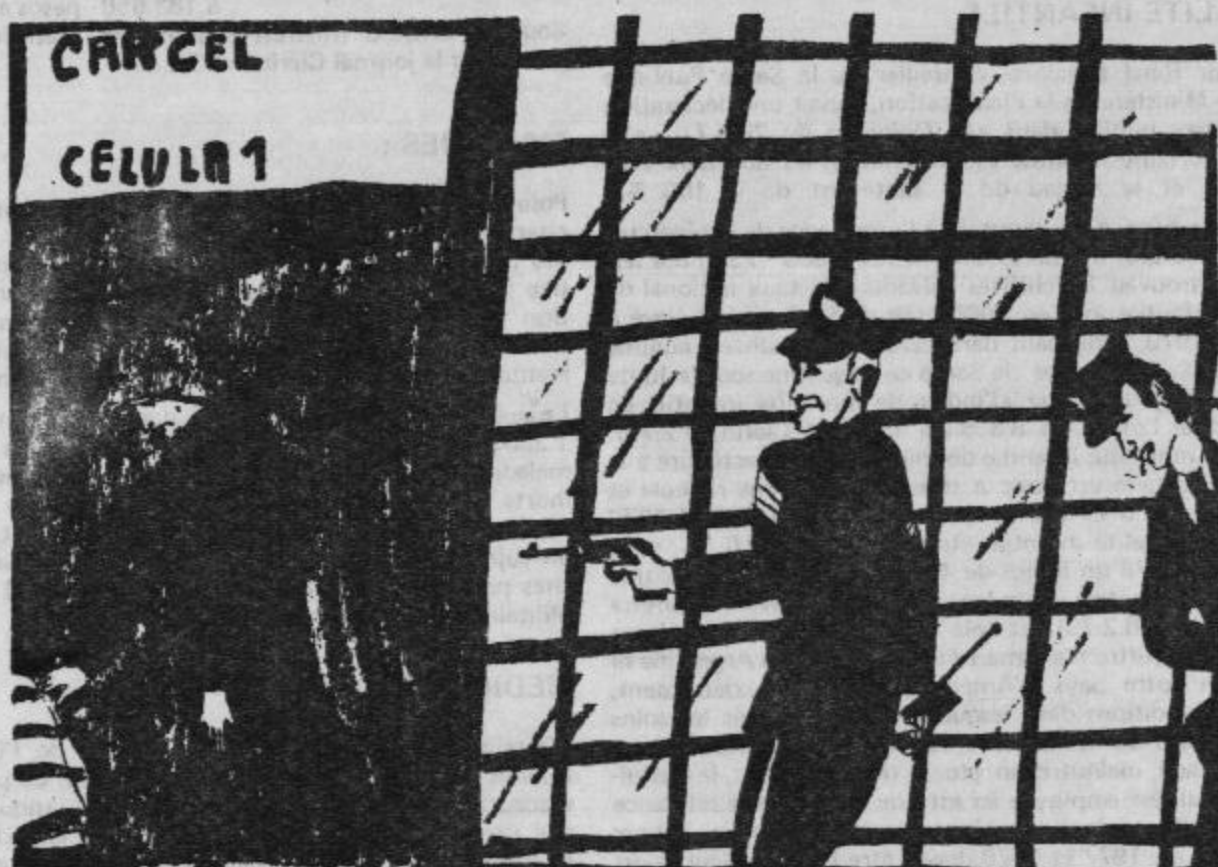


Depuis le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, l'Argentine connaît la répression la plus sanglante de toute son histoire.

La dictature militaire n'exerce pas seulement sa répression sur les opposants ; les enfants ne sont pas épargnés. Eux aussi disparaissent, sont emprisonnés et assassinés...

Dans le cadre de l'Année Internationale de l'Enfance, le C.A.I.S. fait le point sur cette situation et appelle à la solidarité internationale pour :

- que cessent les assassinats
- que la clarté soit faite sur le sort des disparus
- que les enfants puissent retrouver leur famille



Dessin fait par un enfant argentin enlevé avec sa mère et libéré ensuite

C.A.I.S. Centre Argentin d'Information et de Solidarité
1 rue Montmartre 75001 PARIS
Adresse postale : 27 avenue de Choisy 73013 PARIS

Dans notre pays, nous avons déjà l'expérience de la répercussion des dictatures militaires antérieures (1966 - 73), pour lesquelles on trouvait les chiffres suivants : le taux national de mortalité infantile, qui en 1966 était de 52 %, s'est élevé à 62 % en 1970, atteignant dans certaines provinces, comme JUJUY, 135 %. (Source : La Santé en Argentine sous la Junte Militaire).

FAITS ET STATISTIQUES :

«En essayant d'analyser cette récente réalité, nous nous trouvons en face d'un problème primordial : l'absence quasi totale de statistiques de santé sous la dictature actuelle. Cette absence n'est pas le fruit du hasard, elle reflète toute une politique d'occultation de la réalité. A titre d'exemple, on peut dire que le Centre National de Statistiques de la Santé, qui publiait environ 30 études par an, n'en publie plus que deux ou trois, ces statistiques s'arrêtant toutes à l'année 1974.

Cependant, à partir de recoupements, d'éléments directs que les militaires ne parviennent pas à cacher, et des témoignages des médecins exilés, nous pouvons commencer à esquisser un panorama de la Santé en Argentine ...» (Source : La Santé en Argentine sous la Junte Militaire).

MORTALITE INFANTILE :

Le docteur René Favaloro, conseiller de la Santé Publique auprès du Ministère de la Planification, faisait une déclaration aux journaux publiée dans «La Opinion» du 29.9.77 : «Le taux de mortalité infantile est une honte; les hôpitaux sont démantelés et le niveau de la santé est de - 100 %».

«Dans notre pays, nous avons déjà l'expérience de la répercussion des dictatures militaires antérieures (1966 - 73), pour lesquelles on trouvait les chiffres suivants : le taux national de mortalité infantile, qui en 1966 était de 52 %, s'est élevé à 62 % en 1970, atteignant dans certaines provinces, comme Jujuy, 135 %». (Source : la Santé en Argentine sous la Junte Militaire). Rappelons que «l'indice de mortalité infantile en Suède est de l'ordre de 8,6 %». (Journal Clarin, 8.2.79). L'indice de mortalité infantile donné par le sous-secrétaire à la Médecine Sanitaire est donc à tous points de vue ridicule et inacceptable : celui-ci affirme que «alors que de 1940 à 1970 le taux de mortalité infantile était proche de 60,6 %, on a enregistré en 1976 un indice de 44,6 %, ce qui implique une chute très significative en un laps de temps relativement bref». (Journal Clarin, 8.2.79). Et cela est ridicule pour les raisons suivantes : ce chiffre n'a jamais été atteint, ni en Argentine ni dans aucun autre pays d'Amérique Latine; deuxièmement, jamais les conditions dans lesquelles sont effectués les soins médicaux n'ont été si difficiles depuis le coup d'état (fermeture d'hôpitaux, malnutrition, etc...); troisièmement, la technique même qui est employée ici est une erreur; cette référence faite à un chiffre datant de trois ans donne à réfléchir : le taux de mortalité en 1977 et 1978 devait être bien meilleur, alors pourquoi le passer sous silence ? De plus, si ces chiffres n'apparaissent pas, on peut conclure que le système ne doit pas fonctionner aussi bien qu'on l'affirme, puisque le fait de disposer de bonnes statistiques est la base d'une planification sanitaire correcte. Enfin, et en cela la Junte est originale, cette prétendue chute du taux de mortalité infantile obéit «dans un délai si court» à des techniques employées depuis le coup d'état : répression sauvage à l'encontre des travailleurs, chute du niveau de vie, disparitions, morts, séquestres et tortures, sous-alimentation ... de toute évidence Monsieur le Sous-Secrétaire croit que sa propagande sera acceptée partout sans la moindre velléité d'analyse.

«La mortalité infantile atteint le chiffre de 90 % dans le nord-est du pays ...»

ALIMENTATION :

Les enquêtes réalisées en 1976 dans les provinces du nord, Salta notamment, sur les fonds de l'OEA, indiquent que 28 % des familles y ont un régime alimentaire insuffisant en calories; 55 % des enfants d'âge pré-scolaire souffrent de cette insuffisance calorique et ce chiffre atteint 87 % dans certaines régions de la province. Cette insuffisance diététique mène à la dénutrition aigüe ou chronique observée sur 37,7 % des enfants de 0 à 14 ans, soit un total de 225.545. Dans les régions les plus défavorisées, c'est 50 % des enfants qui sont atteints. (Source : La Santé en Argentine sous la Junte Militaire).

«Selon les statistiques autorisées de 1976, un ouvrier doit travailler 55 minutes pour acheter un kg de pain, 5 heures 30 minutes pour un litre de lait. C'est-à-dire que pour un ouvrier qui travaille huit heures par jour et qui fait des heures supplémentaires payées à 50 % se pose, quand même, le problème de la subsistance, étant donné le prix si élevé de la nourriture.

Ainsi, on constate dans ce pays, dont une des principales productions est la viande, un changement du régime alimentaire dans lequel la viande est remplacée par les céréales (pâtes) et les légumes». (Source : «Argentine : situation du mouvement ouvrier», décembre 1977, CAIS).

L'inflation est de 170 % par an. Ceci explique que le coût du «panier de la ménagère» (produits alimentaires, vêtements, articles ménagers, soins médicaux, transports, éducation, biens et services) soit passée de :

	732,9 pesos en 1970-71
	à 1.576 pesos en 1973
	à 38.488 pesos en 1976
	à 183.658 pesos en 1978.

Source : INDEC (Institut National de Statistique et Coût), publié par le journal Clarin le 20.2.78.

MALADIES :

Pour les raisons exposées précédemment, nous ne pouvons citer de statistiques, mais des études parallèles réalisées dans des hôpitaux et instituts médicaux, pour la plupart sur initiative individuelle du personnel médical, dénonçant la réapparition de maladies considérées comme disparues, paludisme, fièvre jaune, vérole; d'autres ont subi une recrudescence alarmante : méningite, tuberculose, maladies vénériennes.

La *maladie de Chagas* est endémique dans 19 provinces et affecte 1.200.000 habitants sur les 14 millions qui les peuplent. La maladie communément appelée *mal de los ratos* a fait des morts, spécialement dans la province de Buenos Aires (région nord) et au sud de Santa Fe, et sa progression est d'autant plus un sujet d'inquiétude que l'institut qui effectuait des recherches pour combattre cette maladie a été fermé par la Junte Militaire (Institut Malbran ...).

MEDICAMENTS :

«Depuis 1974, l'Institut de Pharmacie de l'Université de Buenos Aires s'est lancé dans la fabrication de produits pharmaceutiques, d'un coût inférieur à celui pratiqué par l'industrie privée, et avec l'objectif de réduire les 5.000 produits pharmaceutiques recensés dans la pharmacopée aux seuls produits réellement efficaces. Cette expérience aussi a été interrompue. La structure nécessaire à la production de vaccins, sérums et autres produits biologiques a été démantelée. L'Institut Malbran était une entité nationale chargée de la recherche et de la production de cette spécialité médicinale, que l'on trouvait ensuite sur le marché à un prix nettement inférieur à celui pratiqué par le secteur privé : à présent, l'Institut Malbran a cessé de produire.

Un autre Centre qui s'occupait de maladies sociales, comme le service de toxoplasmose près de l'hôpital Muniz, a été jugé «non lucratif» et fermé. Le même sort a frappé l'Institut National de Pharmacologie. Le directeur du service de toxoplasmose de l'hôpital Muniz a été licencié. (Source : «Le Congrès de Cancérologie en Argentine, 1978»).

«La première chose à considérer est le niveau socio-économique de la population, qui se caractérise par une dégradation progressive; avec l'augmentation du chômage, la diminution du salaire réel de 50 %, l'inégalité croissante de la distribution du revenu national et une inflation de 160 %, l'année dernière, l'Argentine détient le record mondial d'augmentation des prix sans augmentation des salaires. Les résultats de cette politique économique se concrétisent par les prix inabornables des médicaments en raison du monopole de l'industrie pharmaceutique favorisé par la Junte Militaire, par la croissance du secteur privé dans les services sanitaires (qui oblige à payer des honoraires très élevés pour un service médiocre), par le démantèlement des services hospitaliers jusqu'alors gratuits». (Source : La Santé en Argentine sous la Junte Militaire).

En avril 1977, une radiographie du thorax coûtait 7 % du salaire minimum» (Source : La Santé en Argentine sous la Junte Militaire).

BDIC

SITUATION HOSPITALIERE :

Ce point est particulièrement important et constitue un excellent exemple des méthodes employées par la Junte Militaire à des fins de répression de la population. En premier lieu nous allons analyser la législation qui a permis à la Junte de s'attaquer à la conquête que représente en Argentine la gratuité des soins médicaux en milieu hospitalier. Rappelons qu'en Argentine la Sécurité Sociale n'existe pas en tant que telle pour l'ensemble de la population. Ensuite nous analyserons certains cas de fermetures de services hospitaliers et d'hôpitaux. Tout d'abord, en ce qui concerne l'agglomération de Buenos Aires (qui représente 40 % de la population) la tarification est précisée dans le décret No 253 publié par le «Bulletin Municipal» du 4.2.77 et dans le journal «La Opinion» du 5.2.77.

Quant aux soins médicaux donnés dans les services sociaux des syndicats, ils sont aussi payants depuis 1977. (Source : Congrès de Cancérologie, C.A.F.R.A.).

«Dans les années quarante, s'était développée une assistance médicale accessible au prolétariat puisque l'Etat finançait les hôpitaux. Mais depuis le coup d'état du 24 mars 1976 les différences entre les grandes villes et le reste du pays tendent à disparaître dans le sens négatif. Les hôpitaux sont devenus payants par le décret No 33209 de la Municipalité de Buenos Aires. C'est maintenant l'ouvrier spécialisé qui doit faire face aux frais de nourriture et de santé. (En Argentine, la sécurité sociale n'existe pas).

«Avant le coup d'état, les syndicats avaient été à l'origine de la construction de sanatoriums et de cliniques par leurs adhérents. Depuis le 24 mars, tous les syndicats ayant été placés sous le contrôle des militaires, ils n'ont pu poursuivre leurs oeuvres sociales. Dans certaines villes (Rosario, par exemple), des militaires ont utilisé des fonds destinés au service social pour leurs dépenses personnelles.» (Source : «Argentine, situation du mouvement ouvrier», CAIS, décembre 1977).

«Cette situation a changé depuis le coup d'état. A la fin du mois de mars 1976, derrière les mesures répressives décrétées à l'encontre des travailleurs par le nouveau gouvernement - entre autres l'emprisonnement infligé aux grévistes - certains droits des travailleurs antérieurement reconnus ont été supprimés, comme la suspension du travail quand la santé du travailleur est mise en danger et le droit des femmes à garder leur travail pendant la grossesse.» (Source : Congrès de Cancérologie, CAFRA, 1978).

Examinons maintenant la fermeture de services hospitaliers et d'hôpitaux :

«La fermeture de certains services de l'Hôpital des Enfants Malades de Buenos Aires provoqua la démission de 17 chefs-médecins possédant une expérience de plusieurs années.» (Source : Extrait de l'allocution du groupe de médecins du CAIS, 1978). A

A l'Hôpital des Enfants de Buenos Aires, le plus important de ce genre en Amérique Latine, une grande partie du personnel hautement qualifié a été congédiée, en particulier les professionnels au nom d'origine juive.» (Source : La Santé sous la Junte Militaire).

Après une longue série de fermetures d'établissements par le gouvernement militaire, nous pouvons citer en particulier : la fermeture de l'Hôpital Rawson de Buenos Aires, en juin 1978. Cet hôpital était l'un des plus importants d'Argentine, avec une capacité de 1.000 lits, un corps médical de 500 professionnels et des services spécialisés dans le domaine clinique et la recherche scientifique.» (Source : Extraits de l'allocution des médecins, CAIS, 1978).

DEUXIEME PARTIE :

Nous voulons témoigner ici des conditions de vie (alimentation, soins médicaux, vie courante) des enfants dans les centres de détention de la République Argentine, ainsi que des conditions de répression dans lesquelles vivent leurs mères, conditions qui vont de la torture physique, provoquant des avortements, à l'absence, totale ou partielle, de soins médicaux, souvent de la plus mauvaise qualité.

«Nom : Violetta Puiggros, emprisonnée depuis le 2 décembre 1975. Torturée, au commissariat de Belgrano, No 35, frappée jusqu'à perdre l'équilibre, bien qu'elle ait déclaré être enceinte d'un mois. Lorsqu'elle tomba à terre et eut des spasmes musculaires jusqu'à l'évanouissement, elle fut transportée à l'Hôpital Militaire Central Cosme Argerich, à Belgrano, où elle fut conduite sans bandeau sur les yeux ni menottes, et là, un médecin l'examina et dit textuellement : «elle résistera». Quand celui-ci disparut, on la coucha sur une civière, baillonnée, menottes aux mains, les yeux bandés, et on la transporta dans une ambulance ou une camionnette à un endroit où elle fut à nouveau torturée, surtout avec des coups dans le ventre, et, en plus de l'électricité, à l'aide d'objets métalliques dans le vagin, jusqu'à l'évanouissement; et ce pendant sept jours. Elle fait actuellement une fausse couche, et une ancienne fistule vésicale s'est ouverte, à la suite des tortures.» (Argentine, dossier d'un génocide, Flammarion, 1978, pages 185-187).

Dénonciation de la manière dont s'effectua le transfert de la Huitième Unité de Villa Devoto le 2 septembre 1976.

Il s'agit du transfert de mères avec leurs enfants du Pavillon des Mères de Olmos (quarante-six mères avec cinq enfants). Après une série de situations angoissantes (attitudes menaçantes des gardiens avec des chiens, séparation provisoire des enfants qui sont obligés à rester seuls dans les cellules, menottes à toutes les femmes y compris celles qui portaient des bébés, bousculades brutales à la descente, pas de permission d'aller aux toilettes durant les deux premières heures), une camarade de trente ans qui souffre de ~~rhumatisme~~ se plaint de la position qu'on les oblige à garder et qui est très douloureuse. Ils ne lui permettent pas d'en changer. Quelques prisonnières dont l'intestin réclame avec insistance d'aller aux toilettes sont finalement autorisées à y aller, au milieu des humiliations du personnel masculin qui entre et sort constamment; les choses en sont là quand on prévient les mères que les bébés de plus de six mois seront obligatoirement confiés à leurs familles, surtout pour les étrangères. A tout cela s'ajoute le fait que les bébés n'ont pas mangé depuis huit heures et n'ont pas été changés depuis plus de quinze. Cinq heures après on leur permet d'aller chercher des linges propres; on demande un peu d'eau pour les biberons, les bébés crient de faim; l'auteur du récit réclame auprès des employés responsables : gardiens, médecins, infirmiers. Tous se déchargent de leurs responsabilités sur les autres. On apporte enfin de l'eau à quatre heures de l'après-midi, alors que les bébés pleurent depuis six heures. Le bébé de celle qui fait le récit peut enfin recevoir un biberon de farine (on n'avait pas incorporé de lait dedans), ce qui provoque une diarrhée. Malgré leurs hurlements de faim et de terreur on arrache les bébés des mains de leurs mères pour les fouiller. On les déshabille sur un banc glacial. Les femmes sont également contrôlées, après avoir dû se défaire de leurs vêtements de façon humiliante. Le docteur De La Carcova et l'infirmière Marta Caceres assistent, impassibles, à cette scène; il n'y a aucun confort pour les petits. A la suite de ces faits, le bébé de celle qui fait le récit souffre de problèmes intestinaux, de bronchites, de rhumatisme et de conjonctivite.» (Source : Argentine, dossier d'un génocide, pages 284-286).

VILLA DEVOTO, HOPITAL PENITENCIAIRE CENTRAL; TEMOIGNAGE :

«En réalité il n'existe pas en tant que tel, c'est un petit bâtiment qui sert de salle de consultation, il y a un bureau, une étagère avec des médicaments, une civière sur laquelle se font les accouchements sous la responsabilité du médecin de garde, aidé par des surveillantes de garde ou réquisitionnées pour l'occasion, les deux en général, professionnellement inefficaces; la propreté générale est assurée par un détenu de droit commun qui était à la disposition du Pouvoir Exécutif National, et qui selon ses propres paroles «ne connaissait rien à cela». Plusieurs camarades eurent des déchirements pour ne pas avoir été bien assistés. Pour éviter cela dans les accouchements suivants, ils coupaient, mais avec exagération et sans faire les points nécessaires, provoquant les complications gynécologiques que vous savez; l'un des derniers accouchements le fut par césarienne. La camarade affirme au médecin sa certitude qu'elle avait cependant encore un mois de grossesse avant la naissance de l'enfant, mais devant leur affirmation que l'enfant était en danger de mort la camarade se laisse opérer, donnant évidemment le jour à un prématuré. Une autre camarade fut attachée à la civière durant plusieurs heures, sans assistance médicale, en plein travail d'accouchement, car le médecin dînait et ne pouvait interrompre son repas.»

«Le médecin mentionné est le docteur INTERLANDI, gynécologue de la prison.»

«L'assistance médicale après l'accouchement est dans tous les cas inexistante, et au pavillon 49 (où sont les mères avec leurs enfants) l'assistance est pratiquement nulle pour les mères comme pour les enfants. Ceux-ci sont occasionnellement soignés par un pédiatre, le docteur ESTEVEZ, qui ne veut pas être dérangé sinon dans les cas très graves; dans ce pavillon où vivent ensemble les mères et leurs enfants jusqu'à six mois il y a toutes sortes d'insectes parmi lesquelles des punaises, les plus fréquentes et les plus dangereuses, qui piquent constamment les enfants et s'introduisent dans les matelas. Il y a quatre berceaux pour trente enfants, certains sans matelas. Quand les camarades coupèrent les matelas pour en faire des plus petits pour leurs bébés, elles furent sanctionnées par trente jours totalement sans communication (ni journaux, ni correspondance); il y a aussi une quantité de rats, foyer d'infection très grave pour les enfants comme pour les mères. Il y a dans le pavillon trois bouches d'égout qui provoquent une odeur pestilentielle et qui, lorsqu'il pleut, débordent, inondant le pavillon et s'ajoutant à une grande quantité d'eau accumulée par les gouttières.»

«Les enfants sont soumis au même régime que les mères, y compris pour la seule heure de récréation quotidienne; le pavillon 49 est l'un des plus touchés dans la prison par les mauvaises conditions physiques, d'hygiène, de soins médicaux et de pédiatrie. Une fois de plus, la prison montre sa négligence par rapport aux problèmes les plus élémentaires d'hygiène, rendus plus graves encore par la présence de bébés de 1 à 6 mois. Il nous semble évident, et cela est corroboré chaque jour par d'autres exemples, que les autorités de la prison sont gênées par le fait que les mères puissent être avec leurs enfants, et par ce procédé ils veulent les induire à s'en séparer (on ne peut pas les y obliger, cela étant déjà permis par la loi). Une fois de plus, le système pénal démontre que sa politique ne fait aucune discrimination, allant jusqu'à spéculer sur la soif d'innocents afin de nous annihiler moralement». (Témoignage reçu par la CADHU, Commission Argentine pour les Droits de l'Homme).

CONCLUSION

Nous avons ajouté des témoignages sur les problèmes des enfants dans les prisons : en effet, on utilise vis-à-vis d'eux le même type de répression que vis-à-vis de leurs mères. D'autre part, il y a une différence notoire entre le prisonnier de droit commun et le prisonnier politique. Le premier a de quoi manger, ~~est autorisé à avoir~~ des distractions et des visites que le prisonnier politique n'a pas. Le politique mange une ration de misère, totalement insuffisante sur le plan de l'équilibre diététique (calories, protéines, vitamines, principes biologiques divers) ce qui entraîne un ~~affaiblissement~~ ~~précoce~~ pour pouvoir résister à la vie même de la prison, aux maladies contagieuses et aux tortures auxquelles on est soumis.

La preuve en est l'augmentation du nombre de malades atteints de tuberculose (dont le traitement approprié serait une thérapie à base d'antibiotiques pendant un ou deux ans au moins) comme des prisonniers atteints de maladies carcérales, c'est-à-dire d'origine nutritionnelle : hypovitaminose C, qui entraîne le scorbut, avec fragilité capillaire, chute des dents et troubles nerveux; hypovitaminose B, avec une grande influence sur le système nerveux et la résistance à la ~~maladie~~ en général; hypovitaminose A, génératrice d'altérations de l'appareil oculaire (~~affaiblissement~~ nocturne ou diurne) et de la peau; hypovitaminose D, particulièrement dangereuse pour les enfants, chez qui elle provoque des retards dans la fermeture des fontanelles crâniennes, du rachitisme, des déformations ~~lombaires~~, par exemple, et qui, si elle n'est pas traitée à temps, laisse des séquelles dans la vie future. Si nous ajoutons au cadre mentionné précédemment la totale insuffisance de la protection corporelle accordée aux détenus politiques, tant comme vêtements que comme matelas et couvertures, le manque de chauffage, et le problème alimentaire signalé ci-dessus, nous voyons que se créent les conditions idéales pour l'apparition de la tuberculose, et l'aggravation des maladies, quelles qu'elles soient, présentées par le détenu à son entrée, tout cela tendant à un seul but : briser physiquement et moralement, autre forme de la répression.

Cet exposé d'une situation peut-être moins connue que celle décrite dans la première partie, où les faits et statistiques parlent d'eux-mêmes, a été particulièrement développé pour montrer concrètement les conditions dans lesquelles doivent vivre les enfants aujourd'hui en Argentine.

Notre ultime conclusion est que, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons argentines, sous la dictature militaire, si on se réfère à certains paramètres de normalité en ce qui concerne l'alimentation, les soins médicaux, et la prévention des maladies, il existe les pires conditions pour le développement de la petite enfance.

Notre ultime conclusion est que, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons argentines, sous la dictature militaire, si on se réfère à certains paramètres de normalité en ce qui concerne l'alimentation, les soins médicaux, et la prévention des maladies, il existe les pires conditions pour le développement de la petite enfance.



ÉDUCATION

Durant les deux premières années de dictature, la politique de l'éducation se signalait surtout par la nécessité d'imposer un ordre, de «nettoyer» le domaine de l'éducation. Elle s'est attaquée progressivement à l'enseignement de l'Université à l'école primaire.

L'ASSASSINAT, L'EMPRISONNEMENT, LA REPRESSION, LES INTERDICTIONS, LES LICENCIEMENTS, DES CONFÉRENCES ET DISCOURS destinés à donner des avertissements tels ont été les moyens utilisés pour mener à bien cette purification profonde qui prépare le terrain à la fondation d'une nouvelle République.

L'ÉDUCATION EN ARGENTINE.

La Dictature se justifie par l'existence du «chaos et de la subversion», considérés comme une situation de crise profonde de la société qui engendre un processus d'effondrement de la hiérarchie sociale, au cours duquel «ceux qui obéissent, respectent, et apprennent, se rebellent contre ceux qui savent, enseignent et ordonnent».

L'actuel ministre de l'Éducation affirme : «La détérioration progressive du pays se produit parallèlement à un effondrement de la hiérarchie sociale, non pas au niveau des manifestations de rues, que l'on peut contrôler, mais au niveau des relations hiérarchiques, - entre le patron et l'ouvrier, le père et le fils, le professeur et l'élève - ce qui a provoqué la désintégration et la destruction de la société et empêche toute politique nationale.» (Dr. Catalan. La Opinion, 22.10.77).

La dictature considère l'éducation comme un front sur lequel elle doit aussi se battre et gagner la guerre : «A l'idéologie de la subversion, les forces de l'ordre doivent opposer une autre idéologie dans le domaine de l'éducation.»

Le chapitre de l'éducation est l'un des plus importants dans le grand thème de la «sécurité» qui domine tout.

Durant les deux premières années de dictature, la politique de l'éducation se signalait surtout par la nécessité d'imposer un ordre, de «nettoyer» le domaine de l'éducation. Elle s'est attaquée progressivement à l'enseignement de l'Université à l'école primaire.

LES INTERDICTIONS, LES LICENCIEMENTS, DES CONFÉRENCES ET DISCOURS destinés à donner des avertissements, tels ont été les moyens utilisés pour mener à bien cette purification profonde qui prépare le terrain à la «fondation d'une Nouvelle République».

ASSASSINAT : Nombreux sont les assassinats, les enlèvements, les détentions d'enseignants et d'étudiants de niveau universitaire et secondaire. A titre d'exemple, citons un cas («Argentine sous la botte», le Monde Diplomatique, Paris, 20.1.77) : «Au début du mois de mai 1976, Gerardo Serson, 16 ans, étudiant au Collège National Vicente Lopez (secondaire et préparatoire, province de Buenos Aires) a été séquestré à son domicile, ainsi que sa sœur âgée de 19 ans. Leur corps, marqués par la torture et criblés de balles, ont été retrouvés le lendemain. Le 18 octobre, des membres de la police de la Province se présentèrent à cette même école, demandant l'adresse de plusieurs étudiants qui avaient quelques années auparavant formé une association d'élèves. Les parents de ceux-ci s'enquerrèrent auprès de la police de ce que l'on reprochait à leurs enfants, mais on leur assura qu'il n'y avait rien, et qu'ils pourraient continuer normalement leur scolarité. Le 22 à l'aube, 4 de ces jeunes gens furent séquestrés à leur domicile par un groupe de personnes lourdement armées et en civil. Il s'agit de : Leonora Zimmerman, 17 ans, Maria Zimmerman, 18 ans, Eduardo Muniz, 17 ans, Pablo Fernandez Mejido, 17 ans.»

INTERDICTIONS, LICENCIEMENTS : La vie quotidienne à l'école s'est caractérisée et jusqu'à maintenant par une véritable politique de la peur; tout peut devenir une «activité subversive» et entraîner la mort, la prison, le licenciement, ou l'interdiction d'entrer dans une école.

Un professeur peut être accusé d'inciter à la subversion parce qu'il applique des techniques de groupe, enseigne les mathématiques modernes, mentionne même indirectement l'existence de différences sociales, ou lit une histoire faisant partie des livres pour enfants censurés.

Les méthodes de travail en groupe, comme les mathématiques modernes, sont interdites, ce qui est communiqué aux enseignants soit par circulaires officielles soit par voie orale. La diffusion de la censure par la voie des «on-dit» tend à créer un effet psychologique qui fait partie de l'état de terreur qui s'instaure. Qu'entend le gouvernement par «activité subversive» par rapport au travail du professeur ?

Une quantité de faits inédits et parlants peuvent illustrer ce concept. Le général Menendez, chef de la troisième zone militaire de Cordoba, s'est chargé lui-même dans un de ses fréquents discours de donner un exemple aux professeurs et aux directeurs. Il se réfère à une situation qui se produit à partir d'une rédaction sur le thème «Les saisons de l'année» : en décrivant l'hiver, le maître «subversif», ou qui n'est qu'un «idiot manipulé», commente avec ses élèves les différentes possibilités de combattre le froid selon les ressources de chaque famille.

Certains faits isolés ont causé la stupeur dans le monde entier : l'interdiction expresse d'une bibliographie déterminée, les livres brûlés et la saisie chez les éditeurs d'œuvres complètes d'auteurs comme : Freud, Piaget, Paulo Freire, Rodolfo Stavenhagen et Pablo Gonzalez Casanova. Au début de l'année scolaire 1978, le ministre de la Culture et de l'Éducation a donné une grande conférence de presse, dont le thème central était l'«infiltration idéologique», au cours de laquelle il a signalé que «depuis le 24 mars 1976, se pratique le déplacement des enseignants qui ostensiblement utilisent leur chaire pour influencer les élèves. Cette tâche qui consiste à les trier s'effectue avec la plus grande délicatesse, et continuera jusqu'à ce qu'ils soient totalement et définitivement écartés.»

CONFÉRENCES : Les chefs militaires donnent de nombreuses conférences aux directeurs et aux maîtres d'écoles, relatives aux «moyens d'action de la subversion et aux façons de la contrecarrer.»

Le général Menendez, dans un de ses discours, a souligné les obligations des éducateurs et des élèves.

Pour les éducateurs :

- Inculquer le respect des normes établies.
- Inculquer une foi profonde en la grandeur du destin du pays.
- Se donner à la cause de la patrie, en agissant spontanément en coordination avec l'Armée Nationale, en acceptant des suggestions et en coopérant, en démasquant et en signalant les personnes coupables de subversion, qui sous le déguisement du professeur ou de l'élève développent la propagande et l'action subversive.

Pour les élèves :

- Comprendre qu'ils doivent étudier et obéir, pour mûrir moralement et intellectuellement.
- Démasquer et signaler ceux qui sont coupables de subversion, et qui sous le déguisement du professeur ou de l'élève développent la propagande et l'action subversive.
- Croire et avoir confiance en l'Armée Nationale, fondement de l'Indépendance Nationale et triomphateur invaincu de tous les ennemis passés et présents de la patrie.

Avec ceci, il est inutile d'ajouter que le «développement de la personnalité», de «l'activité créatrice», «l'attitude critique qui forme des êtres pensants», sont totalement en dehors des plans du gouvernement en matière d'éducation, l'objectif prioritaire étant d'imposer des règles de conduite déterminées; que le peuple entier bénéficie de l'éducation n'a aucun intérêt, et encore moins la qualité de l'enseignement, tout ce qui importe est que l'école ne soit pas un «foyer de subversion.»

Ceci explique l'absentéisme scolaire, qui, au niveau du primaire, continue à être officiellement estimé à 49,2 % (moyenne nationale). Dans les provinces souffrant de conditions socio-économiques défavorables, cet indice atteint des valeurs qui oscillent entre 70 et 85 %.

D'après une information officielle, on sait qu'il y a eu en 1977 une diminution de 11 % du total des élèves sortis de toutes les écoles primaires du pays par rapport à 1976.

Quelles sont les causes de cette désertion scolaire ? Une directrice d'école, Amelia Elisa Lanau, dans une lettre adressée aux autorités et que le journal «La Nacion» du 17.3.78 publie en partie, donne des éléments de réponse.

«Les classes ont commencé dans mon école le 1er mars, à Capiten Solari, province du Chaco, à plus de 1000 kilomètres de la capitale fédérale.» «Il s'agit d'une zone rurale qui en ce moment se trouve en pleine récolte de coton. Il est évident que les ouvriers agricoles doivent bénéficier de la collaboration de leur famille, pour que la monoculture ait un rendement suffisant. Il n'y a pas de meilleur argument; et il n'y en a pas d'autres, si valables qu'ils soient, qui puissent dissiper la solitude vide de ce premier jour de classe dans les classes et dans le préau de mon école.» «Des 300 élèves que compte approximativement la population scolaire de cette zone, seuls six ont assisté aux cours. J'étais écrasée par le silence de ces voix qui n'ont pas chanté l'hymne national, ni lancé leur premier «bonjour», ni rien. Les autorités ne paraissent en tirer aucune conclusion, sinon celle que, si la population scolaire diminue, il faudra réduire le budget scolaire, fermer des écoles, réduire la journée scolaire.»

Quelques données :

«Pour 1977, le ministère (de l'Education) a eu un budget qui représentait 7,3 % du budget général de la nation. Les autorités chargées de l'éducation sont sûres d'obtenir une répartition qui, proportionnellement dépasserait celle de cette année, quoi qu'elles soutiennent que, quel que soit le pourcentage, le plus important pour elles est qu'il suffise à couvrir les projets ministériels.» (Clarín, 9.11.77).

«Les 213 écoles de la capitale qui font la journée complète, et que le Conseil National de l'Education a fait passer sous le contrôle administratif de la municipalité de Buenos Aires, seraient transformées en écoles ordinaires.»

Cette mesure qui impliquerait la fermeture d'un nombre égal de cantines scolaires, affecterait 64 418 élèves qui, dans leur majorité, proviennent de familles où la mère travaille à l'extérieur, sans que l'on sache non plus, jusqu'à maintenant, quel serait le sort des enseignants affectés à ce régime scolaire.» (Clarín, 17.1.79).

Le gouverneur de la province de Buenos Aires (la plus riche du pays), lors d'une visite à l'école primaire No 8 dans la localité de Guernica, en septembre 1977, a affirmé qu'il était indigne que des écoles fonctionnent dans des cabanes précaires, et qu'il leur manque des classes.» (La Opinión, 29.9.77); mais il semblerait qu'en deux ans rien n'ait été fait pour réparer cette indignité. Dans un autre communiqué officiel daté de janvier 1979, on constate l'état des édifices scolaires de Buenos Aires : «Parmi cet ensemble d'immeubles, seulement 19 % se trouvant dans les conditions appropriées à l'activité scolaire, 55 % sont dans un état moyen, 11 % en mauvais état, 14 % dans un état déplorable et dangereux, et 4 édifices sont sur le point de s'écrouler en partie ou même totalement.» (Clarín, 27.1.79).

«Dans 34 établissements d'enseignement primaire, dépendant de la municipalité de Buenos Aires, il n'y aura pas classe cette année, en accord avec les ordres du secrétariat de la commune, organisme qui étudie également la désaffectation de 98 autres édifices.» (Clarín, 22.2.79).

Une autre solution apportée par le gouvernement a été le transfert d'écoles dépendant de l'Etat, à l'administration de la province puis de la municipalité, sans que celles-ci possèdent les ressources suffisantes; en outre, de plus en plus d'écoles passent au secteur privé, et sont reconnues officiellement comme telles par l'Etat.

Les provinces les plus riches auront les meilleures écoles et les familles qui ont des ressources pourront envoyer leurs enfants dans les écoles privées qui peuvent compter sur le soutien total de l'Etat. Tout ce que nous avons mentionné se trouve ouvertement en opposition avec les recommandations faites par les organismes internationaux qui s'occupent de l'éduca-

tion. On peut se demander pourquoi l'Argentine envoie des représentants à tous les congrès, séminaires et symposiums sur l'éducation qui ont lieu dans le monde si elle n'est disposée à appliquer aucune de leurs résolutions ?

Toutes ces formes de répression ne sont pas passées inaperçues, et malgré l'intention de dissimuler et de réprimer toute forme d'opposition, des appels de protestation se sont fait entendre par le biais des organisations d'enseignants, des parents, de forces politiques.

La C.T.E.R.A. (Confédération des Travailleurs de l'Education de la République Argentine) a demandé à l'intendant de la Capitale (Buenos Aires) «une définition claire et précise de ce que vont devenir les écoles qui font la journée complète», tout en signalant en même temps l'importance de ces écoles et en dénonçant le fait que «baser la transformation annoncée (écoles qui font la journée complète devenant écoles ordinaires) des écoles qui font la journée complète sur des raisons économiques exclusivement, est, non seulement se tromper dans l'appréciation du problème, mais aussi tromper l'opinion publique.» (Clarín, 12.2.79).

La Confédération des Travailleurs de l'Education de la République Argentine (C.T.E.R.A.) demande à l'intendant de la municipalité de Buenos Aires, le brigadier Osvaldo Cacciatore, qu'il donne des éclaircissements «précisant s'il existe ou non une liste de 400 enseignants qui seraient portés absents «pour raisons de service», tandis que, dans le même temps, se concrétiserait la fermeture d'écoles dont les bâtiments ne sont pas en bon état.» (La Nación, 29.12.79).

Des parents d'élèves tout en réclamant la fermeture de certaines écoles mettent en évidence le fait que le gouvernement ne se préoccupe pas de satisfaire aux plus élémentaires nécessités de l'infrastructure scolaire.

Des parents d'élèves tout en réclamant la fermeture de certaines écoles mettent en évidence le fait que le gouvernement ne se préoccupe pas de satisfaire aux plus élémentaires nécessités de l'infrastructure scolaire.

«Nous craignons que se développe un processus qui conduit à la disparition virtuelle de l'école publique en Argentine. Nous sommes convaincus que l'esprit de la loi 1420 de l'enseignement public obligatoire et gratuit ne doit pas être trahi.»

L'Association Coopérative de l'école No7 du district scolaire XIV réclame la fermeture annoncée de l'école et dénonce dans le même temps le fait que les travaux de consolidation des bâtiments ont été réalisés «grâce à l'apport économique et personnel des parents d'élèves, enseignants, auxiliaires et voisins de l'établissement...» «Il n'est pas non plus certain que les écoles qui font la journée complète soient une charge pour la municipalité : la nourriture est payée par la coopérative, comme le personnel de cuisine et de service.» (Clarín, 25.2.79).

OPINION DES HOMMES POLITIQUES :

Les dirigeants de divers partis, en leur qualité de «citoyens membres de divers courants d'opinion, sans distinction d'étiquettes politiques» (il est nécessaire de préciser cela, car en Argentine l'activité des partis politiques est punie par la loi) se prononcent en même temps en faveur des écoles qui font la journée complète, et signalent que «l'éducation sous toutes ses formes dans la Capitale Fédérale, à Jujuy, ou en Terre de Feu, doit faire partie d'un même programme et d'une politique d'ensemble, et non pas être l'objet de décisions de fonctionnaires isolés qui ne prennent en considération ni les implications sociales, ni pédagogiques, ni les nécessités de la nation. Au lieu d'augmenter la préoccupation générale, les fonctionnaires responsables devraient adopter des mesures urgentes pour suspendre l'application de la loi de «prescindibilité»** à l'encontre

* Les écoles ordinaires pratiquent la demi-journée; certaines écoles privées (soutenues par l'Etat) font la journée complète (matin et après-midi).

** La loi de «prescindibilité» permet de licencier les enseignants sans aucune justification.

des enseignants (licenciement déguisé), et obtenir des renforts budgétaires d'urgence pour que les établissements d'enseignement de la Capitale Fédérale, comme le reste du pays, soient remis en état conformément aux critères requis par la santé physique et morale de nos enfants.» (Clarín, 20.2.79).

Ces réclamations se succèdent quotidiennement, mais l'interprétation des forces armées est la suivante : «La jeunesse a été trompée mais un nouveau courant se dessine» et «Le moment est venu de se fixer des étapes et de planifier l'éducation».

Ils considèrent que la subversion a déjà subi une défaite, et donc les forces armées, en tant qu'élément constituant et dirigeant le pouvoir politique, se mettent à organiser le nouvel état, les nouvelles institutions. Jusqu'à maintenant, bien qu'aucun modèle achevé de cette nouvelle Ecole dans la nouvelle République n'ait encore été présenté, certaines propositions ont été avancées :

Le ministre de l'Education de la province de Buenos Aires, Ovidio Solari, a souligné, dans une conférence de presse, les objectifs de l'action qu'il mène pour l'année 1979 :

- a) Rationalisation, décentralisation et dynamisme du système éducatif.
- b) Révision et analyse des objectifs, des techniques, et des modalités de l'enseignement à tous les niveaux.
- c) Perfectionnement des enseignants.

Au cours de cette même conférence de presse, il a fait savoir également qu'aujourd'hui, un nouveau contingent de 33 enseignants de Buenos Aires fera le voyage aux Etats-Unis pour se perfectionner d'après la convention signée par la province et l'Association Américaine des Collèges et des Universités d'Etat de ce pays.» (Clarín, 5.3.79).

Cette série d'envois d'enseignants aux Etats-Unis pour se perfectionner a commencé en 1977. A l'occasion de la mise en marche de ce projet, on a demandé au Gouverneur de la province de Buenos Aires, dans un reportage réalisé par la revue «Somos» : pourquoi les Etats-Unis ? «Nous avons choisi les Etats-Unis parce qu'ils sont à la tête du monde occidental et que nous mettons l'accent sur l'avance technologique. Nous travaillons pour l'homme du XXIe siècle, qui vivra dans un monde totalement nouveau» (Revue «Somos», décembre 1977).

Une autre donnée qui mérite d'être analysée est le nouveau programme de Formation Morale et Civique, pour la première partie du cycle secondaire (adolescents de 12 à 15 ans) :

- en première année, la famille, et à travers les relations qui existent entre ses membres, la société primaire et nécessaire : fondements juridiques, éthiques et religieux. Vie en commun, autorité paternelle; et responsabilités des différents membres de la famille.

- en seconde années, les élèves étudieront les institutions qui collaborent avec elle à l'éducation, la santé et la sécurité sociale; la famille comme agent principal de l'éducation, et la famille et les mass media.

- tandis que les étudiants de troisième année considéreront la famille en tant que participant de l'unité indissoluble du lien conjugal, fondement de l'institution familiale; facteurs de désintégration; préparation au mariage; mission de la femme dans la famille.»

La réalité sociale, économique, politique, est absente; parce que dans la société de l'an 2000 planifiée par les militaires pour l'Argentine, il n'y aura pas de syndicats, de partis politiques, d'associations professionnelles ? N'y aura-t-il aucun organisme représentant et agissant au nom de la souveraineté populaire ? Y aura-t-il seulement des familles en relation avec les Forces Armées ?

BDIC



Dessin fait par le même enfant

LES ENFANTS ET LA RÉPRESSION

INTRODUCTION

Une information parue dans les premiers jours du mois d'août a soulevé l'indignation et a provoqué des échos de protestation dans le monde entier.

Ci-dessous, nous donnons une synthèse de quelques commentaires publiés par des représentants de la presse internationale :

Le quotidien «Buenos Aires Herald», publié en langue anglaise, cite l'histoire des enfants Anatole Boris et Eva JULIEN GRISONAS, de nationalité uruguayenne, retrouvés à Valparaiso, au Chili, alors qu'ils avaient été séquestrés avec leurs parents à Buenos Aires le 26 septembre 1976. Les enfants, âgés respectivement de 7 et 4 ans, avaient été abandonnés sur la Place O'Higgins à Valparaiso le 23 décembre 1976. Ils furent emmenés ultérieurement dans un orphelinat.

Selon le quotidien «Herald», de Sao Paulo, Brésil, le cardinal Evaristo ARNS, membre du Comité de défense des Droits de l'Homme (organisme humanitaire qui a retrouvé la trace des enfants) du diocèse de sa ville, a condamné les régimes militaires qui font disparaître des parents et déportent leurs enfants, comme «acte contre tous les droits fondamentaux de l'homme».

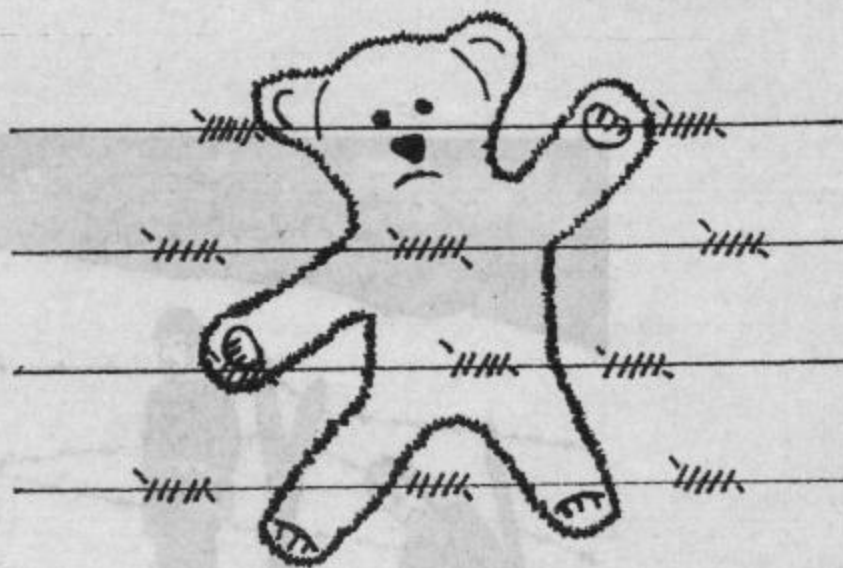
L'éditorialiste du seul véhicule d'information qui, en Argentine, mentionne ces faits, ajoute : «Il n'y a pas de mots pour

décrire la cruauté perverse de ce procédé, par lequel des enfants ont été arrachés à leur foyer et parachutés dans une ville étrangère»; il précise ensuite qu'il y a de bonnes raisons de croire que ce cas n'est pas unique».

A la même date, «Le Journal de Caracas», au Venezuela, explique que «le cas des deux enfants uruguayens, séquestrés en Argentine et retrouvés au Chili, laisse apparaître une sinistre organisation policière qui échange, séquestre, et fait disparaître des prisonniers politiques».

L'auteur de cet article continue en assurant que : «Ce qu'on soupçonnait depuis longtemps : les régimes politiques du cône sud se comportent à la façon d'une entreprise internationale pour ce qui est de l'échange des prisonniers politiques.» Il ajoute par ailleurs : «Le triangle policier, Uruguay - Chili - Argentine, négocie les prisonniers politiques comme s'il s'agissait de placer, vendre, et échanger leurs matières premières».

Ces mêmes sources d'information signalent pour finir que la mère des enfants, Victoria GRISONAS, aura été assassinée durant l'échange de coups de feu qui s'est produit quand leur domicile a été forcé, et que leur père, Roger JULIEN, serait détenu à la prison «Libertad» en Uruguay. Comme il n'y a aucune confirmation de cela, tous les deux sont portés disparus.



La manière dont la dictature militaire exerce la répression nous empêche de connaître la totalité des disparitions ; ces listes que nous présentons aujourd'hui sont hélas considérablement incomplètes

LISTE DES ENFANTS DISPARUS ET EMPRISONNÉS

BDIC

LISTE PARTIELLE D'ENFANTS DISPARUS EN ARGENTINE

- 1 - ABDALA José Sabino, né le 27.7.74, séquestré en avril 1977.
- 2 - ACUNA Jorge Oscar, 16 ans, étudiant, séquestré à Temperley (prov. Buenos Aires) le 15.4.76. DNI 13.525.411.
- 3 - AGUERO Alberto Narciso, 17 ans, séquestré à La Matanza (prov. Buenos Aires) le 8.8.77. CI 9.179.578.
- 4 - ALVIRA Raquel Rosa, aucune information.
- 5 - ANZALONI Andrés, aucune information.
- 6 - ARIAS Hector Ricardo, 17 ans, séquestré le 2.5.76.
- 7 - AVELLANEDA Floreal E., 15 ans, étudiant, séquestré à Munro (prov. Buenos Aires) le 15.5.76.
- 8 - AYUSTUY Matias, 8 mois, séquestré entre le 8 et le 12 décembre à Buenos Aires.
- 9 - BAEZ Rosita, 14 ans, séquestrée à Tucuman en août 1975.
- 10 - BALIZI Alejandro, 15 mois, séquestré avec sa mère à Martin Coronado (prov. Buenos Aires).
- 11 - BALIZI Sergio, 1 mois, séquestré avec sa mère à Martin Coronado (prov. Buenos Aires).
- 12 - BARREDO Gabriela, 4 ans, séquestrée le 17.5.76.
- 13 - BARREDO Maria Victoria, 18 mois, séquestrée le 17.5.76.
- 14 - BARREDO Maximo Fernando, né en janvier 1976, séquestré le 17.5.76.
- 15 - BLEZA Elena, 18 mois, séquestrée avec sa mère en mai 1977.
- 16 - BIETALA, fils de Guillermo BIETALA et Estela CALI. Né en 1974 et séquestré le 18.5.77.
- 17 - BRAVERMAN Claudio Norberto, 17 ans, séquestré à Buenos Aires le 9.10.76. CI 7.651.196.
- 18 - CABANAS José Luis, 16 ans, séquestré à Buenos Aires le 16.2.77. CI 8.682.087.
- 19 - CABELLO Ricardo German, 15 ans, ouvrier, séquestré à Buenos Aires le 25.8.77. CI 9.055.755.
- 20 - CARCEDO Guillermo Mario, 15 ans, séquestré à Buenos Aires le 23.3.78. CI 9.695.323.
- 21 - CABEZAS Gustavo Alejandro, 17 ans, étudiant, séquestré à Martines (prov. Buenos Aires). DNI 13.356.796.
- 22 - CACERES Armando Nelson, 17 ans, séquestré à Claypole (prov. Buenos Aires) le 23.2.78. CI 9.054.054.
- 23 - CACERES Arnaldo Dario, 17 ans, séquestré à Claypole (prov. Buenos Aires) le 23.2.78. CI 9.054.055.
- 24 - CALCAGNO Claudia, 17 ans, étudiante, séquestrée à La Plata le 25.4.77. DNI 13.909.267.
- 25 - CARABELLI, fille de Gabriela CARABELLI, née en 1973, séquestrée en avril 1976.
- 26 - CERDO Liliana Teresa, 17 ans, séquestrée à Munro (prov. Buenos Aires) le 13.5.76. DNI 8.604.742.
- 27 - CHABROL Juan Carlos, 17 ans, représentant, séquestré à Cordoba le 18.10.76.
- 28 - CHOVIRIC Mariana, 13 mois, pas plus d'informations.
- 29 - CIRLERO Pedro Antonio, 16 ans, séquestré à Buenos Aires le 8.2.77.
- 30 - CIRRAL Ana Maria, 17 ans, séquestrée à Tucuman le 8.6.76. CI 9.470.086.
- 31 - CRISTIMELERO Paula, aucune information.
- 32 - CRISTIMELERO Roberto, aucune information.
- 33 - CUEVAS Manuel Carlos, 14 ans, ouvrier, séquestré à Ciudadela (prov. Buenos Aires) le 13.9.76. CI 9.355.695.
- 34 - D'AMICO David Guillermo, 17 ans, séquestré à Garin (prov. Buenos Aires) le 10.8.76. DNI 12.466.116.
- 35 - DELARA Victorio de la Cruz, 5 mois, séquestré le 15.7.77.
- 36 - DE PIAZZA Graciela B., 17 ans, séquestrée à Ezpeleta (prov. Buenos Aires). CI 3.017.063.
- 37 - DUBCOVSKY Pablo Andres, 17 ans, étudiant, séquestré à Buenos Aires le 7.7.76. CI 6.316.399.
- 38 - FALCONE Maria-Claudia, 15 ans, séquestrée à son domicile à La Plata le 16.9.76.
- 39 - FERNANDEZ Jorge Luis, 16 ans, étudiant, séquestré à Castelar (prov. Buenos Aires) le 19.9.77. CI 8.919.013.
- 40 - FERNANDEZ Juan Alejandro, 17 ans, étudiant, séquestré à Castelar (prov. Buenos Aires) le 19.9.77. CI 8.919.013.
- 41 - FERNANDEZ Maria-Elena, 17 ans, séquestrée le 7.5.77.
- 42 - FERNANDEZ FIJIDE Pablo, 17 ans, séquestré à Buenos Aires, le 22.10.76. CI 8.864.859.
- 43 - FERNANDEZ Maximo, né en janvier 76, séquestré le 17.5.76.
- 44 - FIGUEROA Rosa Haydée, 17 ans, séquestrée à Lanus (prov. Buenos Aires) le 14.9.76. CI 9.064.387.
- 45 - FILGUEIRA Ernesto Maria, 17 ans, séquestré à Buenos Aires le 21.3.77. DNI 13.482.020.
- 46 - GALLARDO Ana-Maria, 15 ans, étudiante, séquestrée à Entre Rios le 8.7.76.
- 47 - GALLARDO Magdalena, 17 ans, séquestrée à Entre Rios le 8.7.76.
- 48 - GARCIA Amaral, 3 ans, séquestré le 8.11.76.
- 49 - GARCIA Rodney, 13 ans, séquestré en juillet 76 à Caceres (prov. Buenos Aires) CI 7.291.297.
- 50 - HAGELIN Dagmar, de nationalité argentine et suédoise, 17 ans, étudiant, séquestré à El Palomar (prov. Buenos Aires) le 27.1.77. CI 6.309.618.
- 51 - HEINZ, enfant de Ana-Maria HEINZ, 7 ans, séquestré le 7.5.76.
- 52 - HEINZ, enfant de Ana-Maria HEINZ, 8 ans, séquestré le 7.5.76.
- 53 - HERNANDEZ HOBBS Beatriz Lourdes, Uruguayenne, 17 ans, séquestrée avec sa mère en juillet 1977.
- 54 - HERNANDEZ HOBBS Andrea Viviana, Uruguayenne, 5 ans, séquestrée avec sa mère en juillet 1977.
- 55 - HERNANDEZ HOBBS Washington Fernando, Uruguayen, 16 ans, séquestré avec sa mère en juillet 1977.
- 56 - Enfant de Mirta Adriana BAI, 3 ans, séquestré le 12.5.78.
- 57 - Enfant de Monica ALONSO HUERAVIDO, aucune information.
- 58 - Enfant de Freida LASCHIAN MEIJADO, séquestré avec sa mère, tous deux sont de nationalité chilienne, l'enfant aurait eu 1 an et demi au moment de l'enlèvement le 14.4.76.
- 59 - LESCANO Roberto Gustavo, 17 ans, séquestré à Mar del Plata le 12.2.78.
- 60 - LOGARES Paula Eva, née le 10.6.76, séquestrée à Montevideo (Uruguay), le 10.6.76 en même temps que ses parents.
- 61 - LOGIURATO Fabian Haroldo, 16 ans, séquestré à Buenos Aires le 12.6.76. DNI 13.823.865.
- 62 - MARIANI Clara Anahi, née le 12.8.76, séquestrée le 4.11.76, à son domicile de la rue 30 n° 1136 à La Plata. Ses parents ont été assassinés.
- 63 - MARQUES Sebastian, 4 ans, séquestré avec sa mère en mai 1977.
- 64 - MELERO Paula, 1 an et demi, séquestrée le 17.1.77.
- 65 - MELERO Roberto, 2 ans et demi, séquestré le 17.1.77.
- 66 - MENNA, enfant de Raquel Rina MENNA, 17 mois, séquestré avec sa mère en mars 77.
- 67 - MENNA Pablo, 2 ans, séquestré avec sa mère en mars 77.
- 68 - MARTIRE Juan-Carlos, 17 ans, séquestré à Buenos Aires le 18.4.78. CI 8.533.784.
- 69 - MINGORACE Alicia-Marina, 16 ans, étudiante, séquestrée à Buenos Aires le 23.7.76.
- 70 - MINGUEZ Pablo, 13 ans, séquestré le 13.5.77.
- 71 - MONZON Inés-Teresa, 17 ans, séquestrée à San Fernando (prov. Buenos Aires) le 3.1.77. LC 13.283.712.
- 72 - MORRESI Norberto-Julio, 17 ans, séquestré à Buenos Aires le 23.4.76. CI 8.197.749.
- 73 - NEGRO, enfant de Raquel et Tulio Valenzuela, séquestré avec sa mère ; à la disposition du second corps d'armée.
- 74 - NUGHEZ Juan-Angel, 14 ans, étudiant, séquestré à Tucuman le 11.8.76.
- 75 - NUJER, fille de Maria Fernanda NUJER, 2 ans, séquestrée le 24.4.75.

- 76 - OLIVA Diana-Elena, née en mars 76, séquestrée le 15.7.77.
 77 - O'KELLY Elsa-Monica, 17 ans, séquestrée à Cordoba le 21.4.76.
 78 - ORTEGA Leonardo : aucune information.
 79 - PLANAS Jorgelina, 4 ans, séquestrée en mai 77 avec sa mère à Buenos Aires. Jorgelina est née le 5.8.73 à Rosario.
 80 - PETRACCHIOLA Gabriela, 17 ans, séquestrée à Olivos (prov. Buenos Aires). CI 8.664.975.
 81 - PICO Eduardo, 7 ans, sans plus d'informations.
 82 - PINI Julia, née le 2.1.76, séquestrée le 21.4.76.
 83 - RESTA Fabian, 13 ans, sans plus d'information.
 84 - RIQUELO Simon Antonio, de nationalité uruguayenne, séquestré à Buenos Aires le 13.7.76 alors qu'il était âgé de 20 jours. Sa mère est en prison à Montevideo (Uruguay).
 85 - RODRIGUEZ, enfant de Abraham RODRIGUEZ, séquestré entre 1975 et 1976 (1).
 86 - RODRIGUEZ, enfant de Abraham RODRIGUEZ, séquestré entre 1975 et 1976 (3).
 87 - RODRIGUEZ, enfant de Abraham RODRIGUEZ, séquestré entre 1975 et 1976 (2).
 88 - RUTILO Artes-Carlo, de nationalité péruvienne, née le 28.6.75, séquestrée le 29.8.76.
 89 - RUS Daniel, 17 ans, séquestré à Buenos Aires en juillet 1977.
 90 - SANTILLAN Carlos, 2 ans, séquestré avec ses parents à Pergamino (prov. Buenos Aires) en novembre 77.
 91 - SANTILLAN Maria Lucila, 4 ans, séquestrée avec ses parents à Pergamino (prov. Buenos Aires) en novembre 77.
 92 - SANTZ Carmen, née le 27.12.77 dans une prison clandestine de la ville de Quilmes (prov. Buenos Aires). Carmen est de nationalité uruguayenne.
 93 - SERSON Gerardo, 16 ans, séquestré à Buenos Aires le 9.11.76. DNI 14.182.045.
 94 - STATI Gustavo E., 17 ans, étudiant, séquestré le 28.10.76.
 95 - SCHAEGER Juan-Pablo, aucune information.
 96 - TERNOPOLSKY Bettina, 15 ans, séquestrée à Buenos Aires le 14.7.76. CI 6.791.339.
 97 - TORRES Gustavo Daniel, 17 ans, séquestré à Cordoba le 11.5.76. CI 7.218.761.
 98 - TORRES Julio Alberto, 16 ans, séquestré à Boulogne (prov. Buenos Aires) le 27.7.76. DNI 13.664.714.
 99 - TORRENZ Martin, 8 mois, séquestré avec sa mère le 13.11.76.
 100 - TOSO Hugo Osvaldo, 17 ans, séquestré à Buenos Aires le 7.7.76. CI 7.947.247.
 101 - SIERRA Alejandra Ines, 16 ans, séquestrée à Buenos Aires le 9.11.76. DNI 14.182.045.
 102 - UNGARO Horacio Angel, 17 ans, séquestré à La Plata le 16.3.76.
 103 - URTEAGA José, 3 ans, sans plus d'information.
 104 - VARALDI Letitia Andrea, 17 ans, séquestrée à Neuquen le 4.7.77.
 105 - ZAFFARONI Islas, 18 mois, séquestré en septembre 76 avec ses parents.
 106 - ZIMMERMAN Leonora, 17 ans, séquestrée à Florida (prov. Buenos Aires) le 23.10.76. CI 8.571.815.
 107 - CIRLERO Hugo Alberto, 15 ans, séquestré à Buenos Aires le 8.2.77.

LISTE DES MINEURS DETENUS EN PRISON

- 1 - CORNEJO GODOY Maria Isabel, Chilienne, 17 ans. Séquestrée en 1975 à la prison de Villa Devoto.
 2 - DI COLA Silvia, Argentine, 17 ans. Séquestrée en janvier 1976. Détenu à Villa Devoto.
 3 - JARA Osvaldo José, 17 ans, étudiant. Sans plus d'information.
 4 - MONTENEGRO Manuel Herminio, Argentin, 12 ans. Séquestré le 13.2.1976.
 5 - PALMA Daniel Rolando, Argentin, 17 ans. Enlevé en 1976. Détenu à la prison de La Plata.
 6 - ROMERO Juana ROCA, Argentine, 16 ans. Enlevée en 1975. Détenu à la prison de Villa Devoto, souffrant de problèmes psychiques dus à la torture.

LISTE PARTIELLE D'ENFANTS QUI ONT FAIT UN SEJOUR EN PRISON, QU'ILS AIENT ETE LIBERES DEPUIS OU NON

- 1 - D'ANGELO, fille de Maria Jose JOFRE. Née en janvier 1976 à l'Unité militaire de San Ignacio de Las Ruinas (prov. de Misiones). Libérée depuis.
 2 - D'ANGELO Emilio : né à Misiones en 1974. Enlevé avec sa mère le 19.12.1975. Ultérieurement libéré.
 3 - BABIENE Letitia, 5 ans. Séquestrée en avril 1977. Libérée depuis.
 4 - BABIENE Ramon, 2 ans, séquestré en avril 1977. Libéré depuis.
 5 - BARRONE H. Lucas, aucune information.
 6 - BARRERA, fille de Mme BARRERA. Née en mai 1977 au pénitencier n° 1 à Cordoba.
 7 - Enfant de Margarita BARBIERI, née en 1976 à Villa Devoto.
 8 - BAUDIERO Diego, aucune information.
 9 - Enfant de Marta JUAN GONZALES DE BARONETO, née autour du 4.1.1976 au pénitencier n° 1 de San Martin à Cordoba.
 10 - BARBIERI, fille de Nilda SANTINO DE BARBERIS. Aucune information.
 11 - BETANIN Cristina Ines, née le 16.1.1977 au Commissariat central de Rosario. Libérée depuis.
 12 - BERRA Sebastian. Aucune information.
 13 - BORDOLINO Maria Eugenia. Aucune information.
 14 - BRUNO Ernesto. Aucune information.
 15 - CASCO Juan Marcelo. Né à Rosario le 16.6.1977. Libéré au bout de 6 mois.
 16 - CANTELORO Della, née à Villa Devoto. Sans plus d'information.
 17 - CARRERAS Anahi. Aucune information.
 18 - CHACON, fille de Amelia Cecilia CHACON. Aucune information.
 19 - Enfant de Amelia DIAZ. Née à Villa Devoto. Elle est restée 2 ans en prison. Libérée depuis.
 20 - DRY, née en 1971. Séquestrée le 10.1.1977. Libérée ultérieurement.
 21 - DRY, née en 1972. Séquestrée le 10.1.1977. Libérée ultérieurement.
 22 - D'AGNESE, enfant de Ana Mirta MARCIARAINAM d'AGNESE. Aucune information.
 23 - DE CORONEL. Séquestrée le 30.3.1977. Libérée depuis.
 24 - FERNANDEZ, enfant de Julio Horacio FERNANDEZ. Aucune information.
 25 - FORTI Alfredo Waldo, 16 ans. Séquestré le 18.2.1977. Libéré depuis.
 26 - FORTI Guillermo José, 8 ans. Séquestré le 3.2.1977. Libéré depuis.
 27 - FORTI Mario Manuel, 13 ans. Séquestré le 3.2.1977. Libéré depuis.
 28 - FORTI Nestor, 11 ans. Séquestré le 3.2.1977. Libéré depuis.
 29 - FORTI Renato, 12 ans. Séquestré le 3.2.1977. Libéré depuis.
 30 - GARCIA, enfant de Antoni et Beatriz GARCIA. Séquestré le 12.1.1977. Libéré depuis.
 31 - GOLDENBERG Ines, née en 1974. Séquestrée en août 1976. Libérée depuis.
 32 - GOMEZ Alberto Gabriel. Séquestré le 11.7.1977. Détenu à Rosario. Libéré au bout de 6 mois.
 33 - GONSALEZ BRUNETI, enfant de Mariano et Josefina GONSALEZ BRUNETI. Sans plus d'information.
 34 - IVALDO Flavio. Aucune information.
 35 - LANZILLOTTI, fille de Adela Ester CANDELA DE LANZILLOTTI, née en janvier 1976. Séquestrée le 24.1.1977. Libérée depuis.
 36 - MAGGI, fille de Mirta ABDON DE MAGGI, née le 27.4.1976. Détenu au pénitencier n° 1 à Cordoba.
 37 - MAGGI ABDON Esteban Nicolas. Aucune information.
 38 - MARCIANI Eduardo Jesus, né le 25.3.1977 à la prison de Rosario. Libéré au bout de 6 mois.



39 - MARTINEZ Clarisa. Séquestrée le 21.10.1977. Libérée depuis.
 40 - MARTINEZ Natalia. Séquestrée le 21.10.1977. Libérée depuis.
 41 - MELE Maria IMENEZ. Aucune information.
 42 - MENDE Martin, né en 1970. Séquestré en août 1976. Rendu à sa famille.
 43 - MONTENEGRO, fils de Liliano Aquino PARLEZ DE MONTENEGRO et de Jacinto R. MONTENEGRO, né le 13.5.1977 à Villa Devoto. Libéré depuis.
 44 - MORENO KIERMAN Maria Eugenia. Aucune information.
 45 - MOYANO, enfant de Ana Maria ARTIGAS DE MOYANO. Aucune information.
 46 - ORTIZ VELA RODRIGUEZ, enfant de Gabriela ORTIZ. Aucune information.
 47 - PERRADONE GOBBE. Aucune information.
 48 - PILUELLI Cecilia. A aucune information.
 49 - PIZZA Julia, 5 mois. Séquestrée le 22.4.1976. Libérée depuis.
 50 - PONCE Diego. Aucune information.
 51 - PONTANA Francisco. Aucune information.
 52 - PRATTI Mari Nelida, née en septembre 1977. Séquestrée le 29.12.1977. Libérée depuis.
 53 - QUINTEROS Patricia Libérée depuis.
 54 - QUINTEROS Susana. Libérée depuis.
 55 - ROFANO, enfant de Hortencia JUAREZ de ROFANO? N2E VERS LE MOIS DE JUILLET 1976 dans la prison de Villa Urquiza (Tucuman).
 56 - ROMAN, enfant de Hortencia JUAREZ de ROMAN. Aucune transformation.
 57 - ROSSI Jamina. Aucune information.
 58 - SCHAJER Federico Simon. Séquestré le 10.9.1976. Libéré depuis.
 59 - SCHAJER Juan Pablo. Séquestré le 10.9.1976. Libéré depuis.
 60 - SCARPATTI Marina Eva, née en 1972. Séquestrée en avril 1977. Libérée depuis.
 61 - SALA Juan Andres. Aucune information.
 62 - SORIA Daniela. Aucune information.
 63 - SOSA, fille de T. SOSA. Séquestrée à l'âge de 8 mois le 19.9.1975. Vit avec sa mère en prison.
 64 - SOSA, fille de T. SOSA, née vers le mois de mars 1976 dans la maison correctionnelle de femmes de Concepcion (prov. Tucuman).
 65 - STIRNEMAN Maria Laura. Aucune information.
 66 - STIRNEMAN Silvina. Aucune information.
 67 - VALERA, enfant de Carlotta VALERA. Séquestré en janvier 1978. Libérée depuis.
 68 - VALERA, enfant de Carlotta VALERA. Séquestrée en janvier 1978. Libérée depuis (2).
 69 - VALERA, enfant de Carlotta VALERA. Séquestrée en janvier 1978. Libérée depuis (3).
 70 - VALLODRORES Hector Alberto Cecilio. Séquestrée à l'âge de 1 an, à la mi-avril 1977. Libéré depuis.
 71 - VANILLA Diego. Aucune information.
 72 - VILLAGRA, fille de Fernandez NOGER de VILLAGRA. Libérée depuis.
 73 - ORTEGA, enfant de Ines Beatriz ORTEGA, né le 19.3.1977. Il s'appelle Leonardo et on l'a enlevé à sa mère 4 jours après sa naissance.

LISTE DES FEMMES ENCEINTES SEQUESTREES EN ARGENTINE

1 - ACUNA DE GUTIERREZ Liliana Isabel, 24 ans (DNI 10.395.124). Séquestrée avec son mari le 26.8.1976 à San Justo (Buenos-Aires). Elle était alors enceinte de 5 mois.
 2 - ALFONSIN DE LA BANDIE E, 17 ans (CI 8.863.490). Séquestrée à Buenos-Aires, le 23.11.1977.
 3 - ALONSO DE THUEVILLO Mirta Monica, épouse de Oscar THUEVILLO. Séquestrée le 19.5.1977. Elle était alors enceinte de 5 mois.
 4 - ALTMANN Blanca Haydée, Uruguayenne (CI 1.049.495). Séquestrée à Buenos-Aires. Agée de 26 ans. Arrêtée le 19.7.1977. Elle était alors enceinte de 3 mois.

5 - ARTIGAS DE MOYANA Maria, 26 ans, Uruguayenne (CI 1.281.383). Des témoins l'ont vue à Villa Devoto, son enfant est né en camp de concentration. Séquestrée à Gal Belgrano le 30.12.1977.
 6 - BARABALLE DE GALLIZI Ana Maria (LC 5.761.111). Séquestrée à San Martin le 27 août 1979, avec son époux. Elle était alors enceinte de 5 mois.
 7 - BARRAGAN Mirta. Séquestrée à son domicile (3^e étage A, Buenos-Aires), avec son compagnon Edgardo SAMP LLO. Elle était alors enceinte de 7 mois. Fin février 1978, un témoin les vit avec leur enfant, un garçon. Elle fut ensuite transférée dans un camp de concentration et jusqu'à maintenant, on n'a obtenu aucune réponse du gouvernement quant à son lieu de détention.
 8 - BELAUSTEGUI Maria C. LOPEZ GUERRA. Séquestrée le 26.7.1976 en Argentine.
 9 - BELAUSTEGUI Valeria D. Séquestrée en Argentine, le 13.11.1977.
 10 - CABADIE DE ALFONSIN Alicia E. Séquestrée en Argentine le 23.11.1977.
 11 - CAREAGA Ana Maria. Séquestrée le 13.6.1977. Elle était alors enceinte de 2 mois.
 12 - CARRANZA Maria C. GOYTES DE. Séquestrée en Argentine avec son époux le 18.8.1976. Elle était alors enceinte de 4 mois.
 13 - CALVO DE LABORDE Adriana, Argentine, 19 ans. Séquestrée à La Plata le 4.4.1977. Elle était alors enceinte de 5 mois.
 14 - CAINI DE MARISCURRENA Liliana, Argentine (DNI 13.407.584). Séquestrée à Martinez le 13.10.1976. Elle était alors enceinte de 6 mois.
 15 - CARLOTTO Laura Estela. Séquestrée en Argentine, le 16.11.1977, alors qu'elle était enceinte de 3 mois. Son corps fut rendu à la famille le 28.8.1978. On ne sait rien du bébé.
 16 - CARRQUIBORDE Gabriela, Argentine, 22 ans (DNI 12.750.425). Séquestrée à La Plata le 30.9.1976. Elle était alors enceinte de 6 mois.
 17 - CASADO Mariela, Argentine. Séquestrée le 21.6.1978 à Hurlingham. Elle était alors enceinte de 4 mois.
 18 - CASTILLO BARRIOS DE OVEJERO Liliana, 22 ans (CI 7.528.336). Séquestrée à San Justo le 5.5.1977 alors qu'elle était enceinte de 5 mois.
 19 - CASTRO D'ELIA Yolanda, Uruguayenne, 29 ans. Séquestrée à San Fernando, le 22.12.1977 alors qu'elle était enceinte de 9 mois.
 20 - CASTRO DE DOMINGUEZ Gladys, Argentine (DNI 10.938.484). Séquestrée à Mendoza le 9.12.1977 alors qu'elle était enceinte de 6 mois.
 21 - CORAZZA DE SANCHEZ Silvia, Argentine, 27 ans (CI 6.071.076). Séquestrée à Lanus Oeste le 19.5.1977 alors qu'elle était enceinte. Le bébé fut remis à la famille en janvier 1978.
 22 - CORNOU DE GRANDI Maria, Argentine, 28 ans (CI 7.139.238). Séquestrée à Paso del Rey le 22.6.1976, alors qu'elle était enceinte de 3 mois.
 23 - DE LA CUADRA Elena, Argentine, 23 ans (DNI 11.209.811). Séquestrée à La Plata le 23.2.1977 alors qu'elle était enceinte de 4 mois.
 24 - DIAZ Elena de, Argentine. Séquestrée le 14.9.1976, alors qu'elle était enceinte.
 25 - DELARD CABEZAS DE MELERO Gloria, Chilienne, 21 ans. Séquestrée le 17.1.1977 à Haedo.
 26 - DE ESNEDA. Séquestrée en Argentine, en septembre 1977.
 27 - FERRARI Mariela Silvia, Argentine, 22 ans (DNI 11.443.485). Séquestrée à Buenos-Aires le 14.1.1977 alors qu'elle était enceinte de 4 mois.
 28 - FONTANA Liliana Clelia, Argentine, 20 ans (DNI 13.139.092). Séquestrée à Caceres le 1.7.1977 alors qu'elle était enceinte de 5 mois.
 29 - GARCIA IRURETA DE GELMAN Maria Claudia, Argentine, 21 ans (CI 7.808.422). Séquestrée à Buenos-Aires le 24.8.1976, alors qu'elle était enceinte de 8 mois.
 30 - GARIN DE ANGELIS Maria A., Argentine, 29 ans (DNI 5.464.313). Séquestrée à Quilmes le 19.1.1977 alors qu'elle était enceinte de 2 mois.

31 - GATTI CASAL Adriana, Uruguayenne, 17 ans (DI 92.162.457). Séquestrée à Buenos-Aires, le 8.4.1977 alors qu'elle était enceinte de 8 mois.

32 - GATTI DE REY Adriana, Uruguayenne, 18 ans, fille du leader syndical Geraldo GATTI (disparu). Elle-même a disparu le 9.4.1977 alors qu'elle était enceinte de 8 mois.

33 - GOYTES DE CARRANZA Marcela Cristina, Argentine, 26 ans. Séquestrée avec son mari Carlos Alberto CARRANZA à Buenos-Aires le 19.8.1976. Elle était alors enceinte de 4 mois.

34 - GOMEZ Maria de las Mercedes. Séquestrée en Argentine en 1975 alors qu'elle était enceinte.

35 - HERRERA Raquel, Argentine. Séquestrée en avril 1976 alors qu'elle était enceinte de 2 mois.

36 - JANSENSEN DE AESCUCHIN Noemi, Argentine, 19 ans (CI 8.011.651). Séquestrée à Buenos-Aires alors qu'elle était enceinte.

37 - LANCILLOTO DE MENNA Ana, Argentine, séquestrée le 19.7.1976, alors qu'elle était enceinte de 3 mois.

38 - LA SPINA Nora Susana, Argentine (LC 5.807.054). Séquestrée à La Plata le 20.11.1976 alors qu'elle était enceinte.

39 - LEMOS LAVALLE Monica Maria, Argentine, 26 ans (CI 6.859.560). Séquestrée avec son époux Gustavo Antonio à José Carlos Paz le 20.7.1977 alors qu'elle était enceinte de 7 mois.

40 - LOPEZ GUERRA Cristina, Argentine, 19 ans (CI 7.490.828). Séquestrée le 26.7.1976 à Buenos-Aires alors qu'elle était enceinte de 2 mois.

41 - MANJUSSO DE ROSENFELD Cristina. Disparue entre le 16 et le 25 octobre de son domicile (Almirante Brown n° 2 951, Mar del Plata, prov. Buenos-Aires) en même temps que son époux Walter Claudio ROSENFELD. Elle était enceinte de 5 mois.

42 - MARROCO Cristina Lucia, Argentine. Séquestrée le 18.4.1977 alors qu'elle était enceinte de 3 mois.

43 - MARTINEZ Adriana, Argentine. Séquestrée en juin 1977 alors qu'elle était enceinte de 5 mois.

44 - MASRI DE ROGERONE Monica Susana, 22 ans, Argentine. Séquestrée avec son époux Carlos Maria ROGERONE dans leur maison de Buenos-Aires, le 12.4.1977. (DNI 11.677.744). Elle était enceinte de 2 mois.

45 - MOLINA Lucia Ester, Argentine (DI 11.978.552). Séquestrée à Villa Baldeste le 21.4.1977 alors qu'elle était enceinte de 4 mois.

46 - MONTESANO DE OGANDO Stella Mari, Argentine, 26 ans (LC 5.865.057). Séquestrée avec son époux Oscar OGANDO dans leur maison de La Plata le 16.10.1976. Elle était enceinte de 7 mois.

47 - MORENO Gabriela, Argentine, 30 ans (LC 5.411.246). Séquestrée à Lomas de Zamola le 29.4.1977 alors qu'elle était enceinte.

48 - NEUHAUS DE MARTINES Beatriz, Argentine, 24 ans (CI 987.233). Séquestrée à Ramos Mejilla le 16.3.1976. Elle était enceinte de 4 mois.

49 - NEGRO Raquel. Séquestrée le 2.1.1978 alors qu'elle était enceinte de 6 mois.

50 - ORTEGA Ines, Argentine, 17 ans. Séquestrée le 19.1.1977 alors qu'elle était enceinte de 8 mois.

51 - OSSOLA DE URRRA Susana, Argentine (LC 11.045.184). Séquestrée le 22.5.1976 à San Miguel alors qu'elle était enceinte de 5 mois.

52 - PALACIN DE TORANZOS Patricia, Argentine, 26 ans, séquestrée à La Matanza, le 5.4.1978. Elle était enceinte de 3 mois.

53 - OLASO DE FORD Monica Edith, Argentine, 22 ans (DNI 11.443.489). Séquestrée à Buenos-Aires, le 14.1.1977 avec son époux Alejandro Efraim FORD. Elle était enceinte de 2 mois.

54 - PARODI DE OROZCO Silvia, Argentine, 20 ans (DNI 11.976.5419). Séquestrée à Cordoba le 26.3.1976 alors qu'elle était enceinte.

55 - PEREZ DE DONDA Maria Gilda, Argentine, 26 ans. Séquestrée à Castelar (Buenos-Aires), le 20.3.1976. Elle était enceinte de 5 mois.

56 - PUJOL BRUNO DE OLMEDO Gabriela Gladys, Argentine (LC 10.633.631). Séquestrée en octobre 1976 alors qu'elle était enceinte de 7 mois.

57 - QUINTELA Silvia Monica, Argentine, 26 ans (CI 5.800.221). Séquestrée à Olivos le 17.1.1977 alors qu'elle était enceinte de 3 mois.

58 - REBORA Lucila, Argentine. Séquestrée à Buenos-Aires, le 11.10.1978, alors qu'elle était enceinte de 8 mois.

59 - RECCHIA DE GARCIA Beatriz, Argentine, 28 ans (DNI 12.530.080). Séquestrée à Villa Adelina le 12.1.1977 alors qu'elle était enceinte de 5 mois.

60 - ROSS DE ROSSETTI Liliana, Argentine, 21 ans (DNI 11.922.171). Séquestrée à La Plata le 10.12.1976. Elle était enceinte de 4 mois.

61 - SEGARRA Alicia Estela, Argentine. Séquestrée avec son époux Carlos Alberto MENDOZA dans leur maison de Buenos-Aires le 23.3.1978. Elle était enceinte de 3 mois.

62 - SEGARRA Laura, Argentine, 18 ans. Séquestrée à Merlo (Buenos-Aires), le 23.6.1978. Elle était alors enceinte de 8 mois.

63 - STRIZZI, Argentine. Séquestrée à Buenos-Aires, le 16.5.1978 alors qu'elle était enceinte.

64 - TIERRA Alicia, Argentine, 23 ans, séquestrée à Rosario le 30.12.1976. Elle était enceinte de 5 mois.

65 - VALENZI Silvia Mabel, Argentine, 21 ans, séquestrée en août 1976, alors qu'elle était enceinte.

LISTE DES ENFANTS RECHERCHÉS PAR LEUR GRAND-MÈRE

Petit-fils : Gabriel Matias CEVASCO ; né le 14.10.76. Enlevé avec sa mère à 14 h le 11.1.77 alors que celle-ci sortait de son travail, aux établissements textiles « San Andres ». Fils de Maria Debia LEIVA et de Gabriel Matias CEVASCO. Age actuel 2 ans et 2 mois.

Grand-mère : Maria D. Sueygro de LEIVA. LC 3.337.396.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en mars 78. Enfant de Cristina MANCUSO de ROSENFELD et de Walter Claudio ROSENFELD, enlevés entre le 16 et le 23.10.77 à leur domicile (Almirante Brown n° 2951, 9^e étage, « F » - Mar del Plata). Age actuel : 9 mois.

Grand-mère : Aida KANCEPOLSKY ROSENFELD. CI 3.549.040.

A) ENFANTS ENLEVÉS A LEUR FOYER OU BIEN AVEC LEURS PARENTS.

Petite-fille : Clara Anahi MARIANI ; DNI 25.476.305. Enlevée le 24.11.76 dans la 30^e Rue, au n° 1136 à La Plata (prov. Buenos Aires). Fille de Diana Esmeralda TERUGGI de MARIANI et de Daniel Enrique MARIANI, décédé. Age actuel : 2 ans et 4 mois.

Grand-mère : Maria Isabel CHOROBK de MARIANI ; LC 8.139.665.

Petit-fils : Gabriel Matias CEVASCO ; né le 14.10.76. Enlevé avec sa mère à 14 h le 11.1.77 alors que celle-ci sortait de son travail, aux établissements textiles « San Andres ». Fils de Maria Delia LEIVA et de Gabriel Matias CEVASCO. Age actuel : 2 ans et 2 mois.

Grand-mère : Maria D. SUEYGRO de LEIVA. LC 1.337.396.

Petite-fille : Paula Eva LOGARES. DNI 25.348.781. Née le 10.6.76. Enlevée avec ses parents le 18.5.78 à Montevideo (Uruguay). Fille de Monica Sofia GIRNSPON de LOGARES et de Claudio Ernesto LOGARES, enlevés et disparus le 18.5.78 à Montevideo. Age actuel : 2 ans et 6 mois.

Grand-mère : Elsa Beatriz PAVON de AGUILAR. LC 3.387.071.

B) ENFANTS NÉS DE MÈRES ENLEVÉES OU DISPARUES

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est déroulé normalement dans la seconde quinzaine d'août 76. Enfant de Beatriz Haydée NEUHAUS de MARTINIS et de Juan Francisco MARTINIS, enlevés et disparus depuis le 1.3.76 à Ramos Mejillas (prov. Buenos Aires). Age actuel : 2 ans et 3 mois.

Grand-mère : Beatriz H.C. AICARDI de NEUHAUS. LC Q061.551

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé dans la 1^{re} quinzaine de septembre 77. Il s'appelle Hector Alberto si c'est un garçon ou Alicia Cristina si c'est une fille. C'est l'enfant de Liliana Graciela CASTILLO BARRIOS de OVEJORO et de Hector OVEJORO, enlevés le 5.5.77 dans la localité de San Justo (prov. Buenos Aires) et disparus depuis. Age actuel : 15 mois.

Grand-mère : Eva H. MARQUEZ de CASTILLO BARRIOS. LC 033.603.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en juin 77. Enfant de Elena de la CUADRA et de Hector Carlos BARATTI enlevés le 23.2.77 dans la 33^e Rue à La Plata et disparus depuis. Age actuel : 1 an et 6 mois.

Grand-mère : Alicia ZUBASNABAR de la CUADRA. LC 0.728.070.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé dans la seconde quinzaine de décembre 76. Enfant de Liliana Isabel ACUNA de GUTIERREZ et de Oscar Romulo GUTIERREZ, enlevés le 26.8.76 dans la localité de San Justo (prov. Buenos Aires) et disparus depuis. Age actuel : 2 mois.

Grand-mère : Vilma Delinda SESAREGO de GUTIERREZ. CI 6.116.782.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé aux alentours du 15 janvier 77. Enfant de Ana Maria BARAVALLO et de Julio Cesar GALIZZI, enlevés et disparus le 7.8.76. Age actuel : 1 an et 11 mois.

Grand-mère : Mirta ACUNA de BARAVALLO. DNI 0.302.436.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé à la mi-septembre 77. Enfant de Maria LEMOS de LAVALLO et de Gustavo Antonio LAVALLO, enlevés le 20.7.77 dans le quartier de San Fernando-José C. Paz à Buenos Aires et disparus depuis. Age actuel : 1 an et 3 mois.

Grand-mère : Haydée V. de LEMOS. CI 3.290.056.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé dans les premiers jours de décembre 76. Il s'appelle Martin OGANDO si c'est un garçon. C'est le fils de Stella Maris MONTESANO de OGANDO et de Jorge Oscar OGANDO, enlevés le 16.10.76 à leur domicile de La Plata et disparus depuis. Age actuel : 2 ans.

Grand-mère : Cecilia GIOVANOLA de CALIFANO. LC 1.012.247.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé entre le 15.1.77 et le 15.2.77. Il s'appelle Pablo Ernesto si c'est un garçon. Enfant de Liliana Beatriz CAIMI de MARIZCURRENA et de Andres MARIZCURRENA, enlevés le 13.10.76 dans la localité de Martinez (prov. Buenos Aires) et disparus depuis. Age actuel : 1 an et 11 mois.

Grand-mère : Elida E. de CAIMI. CI 2.531.404.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé autour du 22.11.77. Enfant de Monica Susana MASRI de ROGGERONE et de Carlos Maria ROGGERONE, enlevés le 12.4.77 à leur domicile (n° 2153 rue Arribenos) à Buenos Aires, et disparus depuis. Age actuel : 13 mois.

Grand-mère : Clara JURADO. DNI 0.513.754.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé autour du 6.11.76. Enfant de Maria Claudia GARCIA YRURETA GOYENA de GOLMAN et de Marcelo Ariel GOLMAN, enlevés le 24.8.76 à Buenos Aires et disparus depuis. Age actuel : 2 ans et 2 mois.

Grand-mère : Maria Eugenia CASSINELLI de GARCIA YRURETA GOYENA. DNI 3.231.011.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé fin juillet 77. Enfant de Maria Gilda PEREZ de DONDA, enlevée le 28.3.77 à Moron ou à Castelar (prov. Buenos Aires) et disparue depuis. Age actuel : 1 an et 5 mois.

Grand-mère : Leontina PUEBLA de PEREZ. DNI 0.635.451.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé entre novembre 76 et janvier 77. Enfant de Maria Cristina COUNOU de GRANDI et de Claudio Nicolas GRANDI, enlevés le 22.6.76 à leur domicile (Cuidadela n° 353 - Paso del Rey - Partido de Moreno-Mercados) à Buenos Aires. Age actuel : 2 ans.

Grand-mère : Julia Josefa REBOLLO de GRANDI. CI 2.127.498.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en juin 78. L'enfant s'appelle Guido si c'est un garçon. Enfant de Laura Estela CARLOTO, enlevée et disparue le 26.11.77. Son corps a été rendu à la famille le 25.8.78 dans un commissariat de la rue Isidro Casanova. Age actuel du bébé : 6 mois.

Grand-mère : Enriqueta Estela BARNES de CARLOTO. DNI 3.102.995.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé au mois de janvier 77. Enfant de Gabriela CARRIQUIRIBORDE et de Jorge Orlando REPETUR, enlevés le 30.9.76 dans la 40^e Rue au n° 184 à La Plata. Age actuel : 2 ans.

Grand-mère : Edith Mabel BERGOS de CARRIQUIRIBORDE. LC 1.412.129.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé au mois de janvier 78. Enfant de Monica Edith de OLASO de FORD et de Alejandro Efraim FORD, enlevés le 11.5.77 dans la 3^e Rue à La Plata et disparus depuis. Age actuel : 1 an environ.

Grand-mère : Elba Rosa MONTIVERES ORQUIZA de FORD. DNI 0.322.942.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en mars 78. Enfant de Cristina MANCUSO de ROSENFELD et de Walter Claudio ROSENFELD, enlevés entre le 16 et le 25.10.77 à leur domicile (Almirante Brown, n° 2951, 9^e étage, « F » - Mar del Plata). Age actuel : 9 mois.

Grand-mère : Aida KANCEPOLSKY ROSENFELD. CI 3.549.040.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en octobre 78. Enfant de Patricia Delia PALACIN de TORANZO et de Roberto TORANZO, enlevés le 5.4.78 à Villa Urquiza (prov. Buenos Aires) et disparus depuis. Age actuel : environ 2 mois.

Grand-mère : Maria ROBERT de PALACIN. CI 2.547.631.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en juillet 77. Enfant de Silvia M. QUINTELA, enlevée et disparue le 17.1.77. Age actuel : 1 an et 5 mois.

Grand-mère : Ernesta L.O. de QUINTELA. CI 2.050.503.

Petite-fille ou petit-fils : Naissance qui a dû se produire si l'accouchement s'est normalement déroulé en septembre 78. Enfant de Maria ARTIGAS de MOYANO et de Alfredo MOYANO, enlevés le 30.12.77 à leur domicile à Berazategui et disparus depuis. Age actuel : environ 3 mois.

Grand-mère : Enriqueta SANTANDER. DNI 0.481.683.

